

FAITS ET DOCUMENTS

Les ennemis de l'Espagne républicaine prennent la défense des espions du P.O.U.M.

« Dans le *Populaire* du 7 de ce mois, et à la rubrique « Tribune du Parti », dans laquelle les articles sont publiés « sous la seule responsabilité de l'auteur », a paru un article démontrant jusqu'où peut aller le cynisme et le travail de provocation des agents du fascisme.

Disons, en premier lieu, que cet article est signé « Marceau Pivert et Daniel Guérin » — Pivert n'est autre que ce délégué qui, au dernier Congrès de la S.F.I.O., tenu à Marseille, profitait, en bon serviteur du trotskysme, des désirs des masses françaises contre la politique de non-intervention pour prêcher un rapprochement entre la France et le Reich hitlérien. Il faut remarquer que cet agent provocateur savait que cette manœuvre ne pouvait réussir que d'une seule manière, la République espagnole faisant l'objet de la transaction : l'anéantissement de l'action révolutionnaire des masses populaires espagnoles, le massacre des meilleurs dirigeants du mouvement ouvrier et le règne de la terreur blanche.

Ce serviteur des désirs du national-socialisme allemand, cet « extrémiste » qui voulait nous vendre, est (le lecteur qui a vécu les faits du 3 mai doit déjà le deviner), un défenseur de ceux qui :

Insultaient grossièrement dans la *Batalla* les glorieuses brigades internationales;

S'opposaient à la création de l'armée populaire régulière;

Calomniaient l'U.R.S.S. en l'attaquant avec acharnement;

Provoquaient, quelques jours avant le 3 mai, les forces de police, pour les opposer, dans la rue, aux célèbres patrouilles de contrôle.

De ceux qui réussirent finalement, tandis que Mola poursuivait son offensive contre Bilbao, à provoquer le putsch du 3 mai, stigmatisé et maudit par tous les ouvriers et antifascistes d'Espagne.

Cet avocat de ceux qui assassinèrent le prolétariat en le frappant dans le dos, connu pour sa tendance trotskyste, s'est érigé en défenseur de ceux qui furent pris la main dans le sac, et qui, comme l'affirma le procureur de la République dans son acte d'accusation, étaient en rapport avec des éléments de la Phalange espagnole et autres, et se livraient à l'espionnage en faveur de Franco.

L'article en question démontre clairement la facilité avec laquelle ces provocateurs utilisent le mensonge, la calomnie et les fausses déclarations pour leur donner une apparence de vérité et de bien-fondé.

C'est ainsi que l'arrestation et la détention des dirigeants trotskystes se trouve « expliquée » dans cet article; exactement comme elle le fut, il y a quelque temps, dans le journal français philofasciste *Le Matin*.

Le *Journal de Genève*, qui émarge à la Caisse de Franco, l'expliqua également de la même manière.

Qui donc a remis à Pivert la même note qui a été remise à ces journaux réactionnaires?

C'est ce même personnage (qui voulait vendre l'Espagne républicaine) qui, s'adressant au ministre catholique basque Irujo, lui disait que les communistes étaient à l'extrême-droite. On voit que, pour lui, M. Irujo est un extrémiste de gauche.

Sur bien des sujets, le dénommé Pivert est, dans ses écrits, d'accord avec le *Jour*, l'*Action Française* et le *Petit Journal* du fasciste La Rocque, avec la presse Alfieri et celle de Goebbels. Il est du même bois (traduction littérale — « de la même pâte » serait mieux) que les bandits et les corsaires qui détruisent notre pays.

Il semble ne rien connaître de l'Espagne, de nos souffrances, de notre martyre, de notre lutte à mort contre le fascisme international et les traités vendus à l'ennemi. Mais il sait tout cela, et pertinemment.

Pour cela, il défend les individus sur lesquels ne s'exerce aucun contrôle, et les provocateurs; ceux qui thésauroisaient l'or et l'argent, ainsi que l'ont prouvé les perquisitions effectuées par la police, et ceux qui, pendant quatre jours, mirent la Catalogne en deuil, avec les armes volées aux défenseurs du front d'Aragon, pendant que les forces italiennes motorisées avançaient vers Bilbao et que l'aviation allemande mettait en

miettes la population sans défense de Guernica.

Pivert se livre donc à la seule besogne possible pour lui. Comme tous les trotskystes, il travaille pour le fascisme. » Signé : VARDERI. « Treball » (Travail)

(organe du P.S.U.C.) 11-9-37

L'ignominie de cet article nous dispenserait de tout commentaire, mais nous voulons, à l'usage de nos amis et de tous les militants du Parti, éclairer un peu la physionomie... particulière de l'auteur de cet article...

Ce Varderi se disait jadis « anarchiste » pour ne pas militer; jusqu'en août 1936, il n'a jamais milité dans une organisation. Il est au Bureau de presse de Companys. Il est unanimement considéré comme un mauvais journaliste qui ne fait irès souvent que reproduire les journaux étrangers bourgeois dont, d'ailleurs, il a essayé de devenir correspondant.

Tout ceci, et surtout le fait qu'il n'a une carte d'organisation que depuis un an expliqueront à nos camarades Pignorat, la violence de l'article ignoble que nous avons tenu à reproduire pour l'éducation de ceux qui « approuvent tout » ce qui se passe en Espagne. Et ceux que les Varderi jettent dans les geôles là-bas, ceux qui sont assassinés, subissent les mêmes accusations infâmes dont nous donnons un échantillon!

Les C. R.

REVUE DE PRESSE AMERICAINE

Nous nous bornerons, ce mois-ci, à interroger la presse américaine d'extrême gauche au sujet de la Révolution espagnole. Son attitude — en particulier celle des organes officiels du Parti socialiste — est bien différente de la prudente position adoptée en France par le *Populaire*, le *Bulletin d'information*, la *Bataille socialiste*, voire l'*Espagne socialiste*. Norman Thomas, le chef du mouvement socialiste américain, s'est déclaré nettement pour la Révolution espagnole contre le mouvement stalinien, pour la défense des révolutionnaires menacés, contre les méthodes policières de la Tcheka sévissant en Espagne :

Russie 1917, Espagne 1937

La *Revue Socialiste*, revue doctrinale du P.S. américain, publie, sous la plume de Liston M. Oak, un article remarquable que nous résumerons le mois prochain sur le parallélisme existant entre la lutte qu'eurent à soutenir les bolcheviks en 1917 et celle que mènent les organisations d'extrême gauche espagnole aux prises avec la réaction. Le document Lisson accusant Lénine et Trotsky de trahison au profit de l'Allemagne rappelle singulièrement les complots ourdis par les staliniens pour perdre Nin et le P.O.U.M.

Le P.O.U.M. supprimé par les staliniens

Le même article reproduit en gros caractères la déclaration de Largo Caballero dénonçant nettement la responsabilité du P.C. dans la campagne menée contre le P.O.U.M. :

« Je ne peux plus rien. La Russie exige l'écrasement total du P.O.U.M. en paiement de l'aide militaire dont nous avons besoin. Si le gouvernement Caballero devait appliquer les mesures réclamées par le P.C. espagnol, il serait assimilable aux gouvernements de Gil Robles et Lerroix. Il détruirait l'unité de la classe ouvrière et nous mettrait en danger de perdre la guerre en ruinant la révolution... Un gouvernement composé dans sa majorité de travailleurs ne peut pas avoir recours à des méthodes qui sont l'apanage des régimes fascistes ou réactionnaires. »

Fenner Brockway dénonce, lui aussi, l'ignoble campagne du P.C. contre le P.O.U.M.

« Il faut, écrit Brockway, secrétaire de l'Indépendant Labour Party, dans le *New Leader*, il faut que la classe ouvrière sache que la suppression du P.O.U.M. est l'œuvre des forces policières passées sous le contrôle du P.C., que le P.C. porte l'entière responsabilité de cette mesure. Il s'est donné pour but de dominer le public et d'appliquer en Espagne les méthodes de la Guépéou. »

Suivent des exemples frappants de cette dictature communiste, des machinations ourdies contre les organisations révolutionnaires, de la substitution des agents communistes aux forces légales. « Un autre fait démontrera l'indépendance de la police communiste vis-à-vis du gouvernement. Parmi les dernières personnes arrêtées figure le colonel Rovira, commandant de la 29^e division. Des délé-

gués de cette division télégraphièrent à Prieto, tous le rencontrèrent pour connaître les motifs de cette arrestation. J'ai eu entre les mains le télégramme de Prieto : Il déclare être totalement étranger à cette mesure ignorée du ministère de la Guerre!... »

Ces extraits de la presse américaine ont un double intérêt : ils projettent une lumière révélatrice sur le drame de la Révolution espagnole, relégué par nos journaux au deuxième plan, les histoires de cagoullards étant beaucoup plus passionnantes que l'héroïque résistance de nos camarades.

En outre, ils constituent un témoignage indiscutable de l'indépendance du mouvement socialiste vis-à-vis de la III^e Internationale. Les revues et journaux socialistes américains ont une liberté de parole vis-à-vis de l'U.R.S.S. et des sections de l'I.C. dont notre presse socialiste devrait bien s'inspirer.

Madeleine HERARD.

REVUE DE PRESSE ALLEMANDE

Dans le *Kampf* autrichien, nous lisons, sous le titre : *Staline et le mouvement ouvrier international*, un intéressant article d'Austriacus (1) qui analyse les répercussions des événements russes, c'est-à-dire de la politique de répression sanglante de Staline, sur le mouvement ouvrier international.

Avant tout, cette politique qui justifie dans une grande mesure les critiques des adversaires de l'unité, fait subir un recul à la cause de l'unité politique de la classe ouvrière.

L'argument des socialistes anglais, hollandais ou scandinaves, selon lequel il était impossible de discuter avec les dirigeants communistes car, demain ils pouvaient être considérés comme des agents du fascisme ou des espions de la Gestapo, condamnés et exécutés, cet argument est aujourd'hui largement justifié. Et le groupe de l'Internationale ouvrière socialiste, favorable au rapprochement avec les communistes a, maintenant, une position affaiblie. L'unité, vers laquelle tendait avec foi et enthousiasme un nombre très grand de socialistes n'est plus considérée que comme une nécessité commandée par la raison et les circonstances.

Staline est le grand responsable de cette désaffectation des masses socialistes pour l'unité. Cependant, il est juste de se demander si l'unité d'action entre les deux internationales n'aurait pas eu une influence sur l'évolution de la politique intérieure de Moscou. Et ainsi apparaît la responsabilité de la majorité de l'I. O. S. qui, en 1934, repoussait les propositions de la minorité relatives à l'action commune avec l'Internationale communiste.

En tout cas, si nous nous désolidarisons complètement avec la politique de terreur de Staline, nous entendons ne pas rompre les relations avec les communistes, ni nous désintéresser du sort de la classe ouvrière russe. En Russie comme ailleurs, il y a des millions de travailleurs qui sont dans les rangs des partis communistes. Ils sont sous l'influence de l'appareil et de la bureaucratie communiste; ils croient encore en un bolchevisme révolutionnaire; ils croient encore en Staline. Mais la nécessité de maîtriser le fascisme exige qu'ils deviennent des compagnons de lutte. Et aucune divergence de principe et de tactique ne peut prévaloir contre cette nécessité. En outre, l'espoir est permis que le contact entre socialistes et communistes arrachera ceux-ci à l'influence du *Komintern* qui a cessé, depuis longtemps, d'être révolutionnaire.

...Mais il est indispensable que l'Internationale socialiste unique soit une internationale libre, libre de fixer sa tactique, de déterminer son action, libre de pouvoir mener une action révolutionnaire contre le fascisme et le capitalisme. Une internationale libre et démocratique que pourront traverser tous les courants et les nuances de la pensée socialiste, et qui sera une internationale vivante et agissante.

Pour l'Internationale ouvrière socialiste, l'unité est un moyen de mettre un terme à la dépravation, par le stalinisme, du mouvement ouvrier!

Berthe FOUCHERE.

« Austriacus » est le pseudonyme d'un camarade autrichien, qui est une personnalité marquante dans l'Internationale.

TRIBUNE LIBRE

Le Problème de l'Unité (Suite)

Le « Parti unique du prolétariat » ? Dans quelles conditions ?

La minorité du Parti socialiste (tendance Gauche Révolutionnaire) est-elle toujours unanime à réclamer la « reconstitution de l'unité organique nationale et internationale et de la plus large démocratie intérieure pour que les différentes tendances puissent gagner les militants à leurs conceptions » (plateforme octobre 1935).

Ou encore « la constitution d'un parti unique du prolétariat, internationaliste et révo-

lutionnaire, sur les deux bases fondamentales suivantes :

a) Autodétermination complète du Parti dans ses congrès;

b) Large démocratie intérieure... »

(Motion défendue à Marseille, juillet 1937.)

Il suffit que des hésitations se produisent parmi nos militants, que certains, même, aient modifié leur manière de voir, pour que nous considérions comme une obligation de consulter tous nos camarades.

Sans rien altérer de notre cohésion idéologique, cette discussion nous permettra de mieux jouer notre rôle au sein de notre Parti socialiste à l'heure où les ultimes décisions devront être prises.

Que les militants qui nous font confiance se concertent et nous donnent leur avis.

Nous ouvrons fraternellement cette Tribune Libre aux militants qui n'appartiennent pas à notre tendance.

LES CAHIERS ROUGES.

De la Colonisation... et de l'Unité

Il apparaît que la politique générale actuelle et la technique des communistes à l'égard de la C.G.T. soient pour des camarades socialistes un obstacle à l'unité. Marceau Pivert et Hérard ont à cet égard ouvert une controverse dans les « Cahiers Rouges ». Je ne pense pas que leurs thèses soient si diamétralement opposées que d'aucuns semblent le croire. Je vais essayer de démontrer que les deux points de vue conduisent à la même solution. Mais qu'il me soit permis, en matière de préambule et pour justifier le titre de ce papier, de dire à ceux qui s'élèvent avec aigreur contre la colonisation de la C.G.T. ou de celle du futur parti, que leurs récriminations sont déplacées et qu'elles ressemblent beaucoup plus à une querelle de boutique qu'elles ne sont justifiées par le souci de la défense ouvrière.

Quoi, les communistes ont colonisé la C.G.T.; ils se sont emparés de tous les postes de direction ! Mais à qui la faute, s'il vous plaît ? Quand a-t-on respecté la démocratie, consulté la base sur les questions essentielles de l'heure; qui pourvoit aux postes les plus importants de l'organisation; qui octroie les délégations extérieures au mouvement; comment a-t-on traité les minorités qui commettaient ce crime, de dire que syndicalisme signifiait autre chose que collaboration de classe et replâtrage du régime ? De quelles barrières n'a-t-on pas entouré les sièges de responsables en multipliant à plaisir les organismes intermédiaires : fédérations, unions, comités inter, cartels, que sais-je encore, faisant jouer tantôt l'un, tantôt l'autre, pour les besoins de la cause; et dans chacun de ces échelons, combien de C.E., de Comités fédéraux et nationaux, chevauchant les uns sur les autres; et les minorités jamais exprimées à moins qu'elles ne soient majorités dans les syndicats ? Placés aux divers gouvernails du mouvement, les dirigeants se sont crus inexpugnables. Mais... les communistes sont venus. Ils ont trouvé une structure organique faite à leur mesure et comme tout se passait et se passe en petit comité, ils ont tout balayé, car on a continué d'écarter des directions syndicales ceux qui pouvaient le plus efficacement lutter contre l'emprise communiste. En vérité, les ex-confédérés ont été victimes d'un système qui les avait toujours protégés mais comme les nouveaux venus ne sont pas arrangeants, alors au premier renouvellement, ils s'emparent de tout et ne consentent encore (pour combien de temps) à ne partager qu'avec les ralliés.

Quant au parti, c'est à peu près la même chose. Mais comme les votes minoritaires s'exercent, alors certains les escamotent, purement et simplement, ou ne consultent pas les sections, ou rendent la vie impossible aux minoritaires, ou, lorsqu'on ne peut empêcher un vote qui déplaît, on en fait une lettre morte (Marseille).

Voilà la vérité, aussi crue soit-elle. Mais nous, nous ne perdons pas confiance dans la

classe ouvrière. La colonisation du parti ne se fera que si le parti le veut, car un parti n'a que les dirigeants qu'il mérite. Oui, les communistes font beaucoup de bruit et se remuent beaucoup, donnant ainsi la preuve de l'action (les masses suivront toujours des hommes d'action); camarades grincheux, permettez au socialisme de leur enlever leur superbe, par l'instauration d'une véritable et sincère démocratie, mais soyez justes et beaux joueurs. Rompez avec les vieilles formules, convenez que l'heure du réformisme est passée et faites que le parti soit un parti de classe. Mais le voulez-vous et le pouvez-vous ?

Quant au moyen d'éviter cette colonisation et de construire un parti ouvrier digne de ce nom — et c'est là où je rentre dans le vif du débat — je dis de suite :

D'accord avec Marceau. La G.R. doit tout faire pour l'unité, mais faire que celle-ci soit ce que nous voulons qu'elle soit.

Quant aux réserves que fait Hérard, nous les faisons, hélas, tous. Ses appréhensions sont les nôtres. Cependant, je crois fermement qu'une fois libres de s'exprimer, les communistes du rang échapperont, dans le P.U., aux dogmes staliniens et que leurs sentiments révolutionnaires — qu'ils n'ont pas perdus — se feront d'autant plus jour qu'ils auront été longtemps contenus. Et je dis que même si nous devions nous tromper dans nos prévisions que l'expérience doit être tentée, car il ne s'agit plus, n'est-ce pas, que d'expérience, si j'admets la thèse Hérard.

Pourquoi cette expérience ?

Il n'est pas un seul d'entre nous qui puisse supposer que notre parti pourra un jour atteindre des positions révolutionnaires, ce qui, lorsque les événements nous y contraindront, nous fera une obligation de nous retirer. Car la discipline a ses limites. Nous ne saurions en tant que G.R., du moins je le pense, nous rendre solidaires de décisions que nous jugerions néfastes à la classe ouvrière et appliquer ces décisions, d'autant plus que je suis persuadé que si nos conceptions menaçaient de l'emporter dans le parti, que les tenants de la majorité actuelle provoqueraient eux-mêmes la crise. Bien. Mais ce qui vaut pour le Parti socialiste vaut aussi pour le Parti unique et ne fait que renforcer notre thèse, car il sera démontré qu'il n'y a plus de Parti ouvrier et ce sera le droit pour ceux qui seront restés fidèles aux principes fondamentaux du socialisme de le créer.

Si Hérard doit avoir raison, nous avons donc le devoir absolu d'administrer, à la classe ouvrière, la preuve qu'elle a été jusqu'alors aiguillée sur la mauvaise voie. Mais faut-il administrer cette preuve ? Pour ce, il faut aller jusqu'au bout, et aller jusqu'au bout, c'est faire l'unité. Le plus tôt sera encore le mieux.

Dans mon hypothèse, qu'avons-nous à perdre, si ce n'est que « nos chaînes » ? Enfer-

més que nous sommes dans les décisions de la majorité, nous restons sans liaison, sans action directe sur la masse. C'est un fait. J'en sais plus d'un qui ronge son frein.

Repoussant d'une part la thèse Hérard et admettant que mon hypothèse soit fautive, il reste cette probabilité que l'apport des communistes libérés dans le P.U. en fera un parti révolutionnaire. Alors je dis tant mieux et je crie : « Vive l'unité. » On voit donc que de quelque côté qu'on se tourne, la solution est la même : l'unité.

Mais il nous faut prendre des précautions.

Chacun sait, dans la période présente, alors que toutes les volontés logiques sont tendues vers l'unité que la création d'un parti constitué avec d'autres éléments que ceux qui composent les deux partis actuels serait non seulement une entreprise mauvaise, mais aussi quelque chose qui ne serait pas compris de ceux que nous voulons assembler et que toutes les épithètes connues nous seraient alors décernées avec quelque raison. Mais cette psychose doit trouver sa fin dans l'unité.

A cet effet, il faut :

Primo : dans la charte du P.U. « Parti révolutionnaire basé sur l'antagonisme constant des classes, en opposition permanente sur tous les terrains en la bourgeoisie grande et petite », etc... (du moins est-ce comme cela que je le vois), spécifier qu'en aucun cas les principes ayant servi de base à sa constitution ne pourront être remis en discussion.

Secundo : inclure dans les statuts, outre le respect de la démocratie, l'indépendance à l'égard des gouvernements, etc..., une clause suivant laquelle, s'il est démontré qu'une majorité a enfreint par le vote de décisions contraires les principes fondamentaux du P.U., il est implicitement et par avance reconnu à la minorité le droit de reprendre, si elle le juge utile, sa liberté d'action.

Tout socialiste ou communiste ayant encore le sens de classe, pourvu qu'il soit libre de se prononcer, ne peut refuser une clause semblable qui, si de part et d'autre on est résolu au respect des engagements, ne porte en elle-même aucun germe de scission.

Et si une des majorités en cause ou les deux refusent ? Eh bien, nous verrons à notre congrès ou à celui de la fusion, car il faut y aller. C'est le seul moyen de mettre tout le monde au pied du mur.

En écrivant cela, je ne jette l'anathème, ni ne prononce d'exclusive contre personne. Mais l'unité ne doit pas être une phase creuse de l'évolution prolétarienne. Les événements poussent au redressement d'une situation bien compromise. L'unité peut et doit provoquer ce redressement, si non, alors, le sort en sera jeté, c'est pourquoi il n'y a pas d'effort que des révolutionnaires ne puissent tenter.

Jean ETCHEVERRY.